

LES FORMES DU POLITIQUE DANS LES « *CLUBS DE TROC*¹ » EN ARGENTINE

Pepita Ould-Ahmed*

Devant la profondeur de la crise monétaire, économique, sociale et politique de la fin des années 1990, différentes stratégies de secours ont été déployées par les pouvoirs publics, mais aussi par les acteurs privés, pour surmonter les problèmes économiques et alimentaires d'une partie sans cesse croissante de la population argentine. La création de « *clubs de troc* » (« *clubes de trueque* ») par les acteurs privés, à partir de 1995, compte parmi ces solutions. Même s'il est très difficile d'estimer quantitativement le nombre de ces clubs², on peut néanmoins affirmer qu'il s'est agi, sans conteste, d'un phénomène social très important développé sur l'ensemble du territoire national. La renommée de ces clubs a été mondiale. Les médias provinciaux, nationaux et internationaux, mais aussi des émissions TV et radio, ont fortement relayé leur évolution, de nombreux chercheurs en sciences sociales leur ont consacré des thèses, des mémoires, des conférences, des documentaires... Si cette euphorie médiatique et académique est très nettement retombée depuis 2004, nombreux sont les « *clubs de troc* » qui demeurent encore en activité³ en 2007.

Les « *clubs de troc* » désignent des espaces d'échanges de biens et de services payés à l'aide de la monnaie papier interne, le « *credito* », non convertible avec la monnaie officielle. Si de tels systèmes d'échanges ne sont pas nouveaux – de très nombreuses expériences de ce type utilisant des monnaies complémentaires sont recensées dans les pays riches et dans ceux dits en développement depuis au moins une vingtaine d'années –, leur singularité tient à deux éléments qui s'auto-renforcent : l'ampleur inédite du nombre de participants à ces échanges,

¹ L'utilisation de guillemets et d'italiques pour mentionner les « *clubs de troc* » signifie qu'il s'agit de l'appellation originelle donnée à ces clubs par leurs fondateurs et leurs participants, et qu'il ne s'agit nullement d'une qualification de ma part, d'autant plus qu'il est clairement dit dans ce texte que les « *clubs de troc* » ne renvoient pas du tout à des espaces d'échanges en nature. Plus généralement, l'utilisation dans le texte à la fois de guillemets et d'italiques fait référence à des termes originels ou à des citations.

* IRD - UR 03 : « Travail et Mondialisation » (TeM). E-mail : pepita.ould@gmail.com

² Aucun recensement fiable du nombre de clubs, et plus encore de celui des participants, a été réalisé sur la période 1995-2007 et sur l'ensemble du territoire national. Les seules informations disponibles sont celles fournies par les responsables des clubs, relayées par les médias, et ont tendance à être surgonflées et à fluctuer fortement d'une source à l'autre. La quantification réalisée par les chercheurs lors de leur monographie, concernant un club précis à un moment donné, n'offre qu'une vision très circonscrite du phénomène.

³ Ce texte a été rédigé en décembre 2007.

d'une part ; et, la spécificité du projet lui-même, d'autre part. De ce point de vue, l'un des intérêts de cette étude de cas, si l'on se place à un niveau théorique, et si l'on fait abstraction de ses effets économiques et sociaux bénéfiques pendant la crise, est de revenir sur une question qui travaille les sciences sociales, à savoir ce que signifie le politique, quels en sont les formes et les espaces, où passent les frontières. Et, c'est une telle interrogation qui oriente ce travail. Plus précisément, il s'agit ici d'analyser les « *clubs de troc* » sous un angle particulier qui pourrait être formulé de la manière suivante : est-ce que *le politique* s'y donne à voir, et, si oui, comment ? À cette question, ce texte propose de montrer que le politique se révèle à deux niveaux : d'une part, dans la nature même du projet des « *clubs de troc* » ; et, d'autre part, dans les pratiques de ces clubs.

1. LES « CLUBS DE TROC » : UN PROJET QUI SE VEUT POLITIQUE

Même si cela n'a pas toujours été le cas, les « *clubs de troc* » sont présentés par leurs fondateurs comme un projet de nature explicitement politique. L'analyse de la genèse de ces clubs permet de mettre au jour en effet que le projet qui sous-tend la formation de ces espaces d'échanges privés a beaucoup évolué : d'un projet économique privé, il deviendra un projet de revendication sociale. Toutefois, ce projet politique sera plus ou moins partagé et recevra des adhésions inégales : très engagées de la part des fondateurs, beaucoup plus modérées du côté des membres des clubs, et ce malgré leur forte participation. En outre, le champ politique institutionnel lui reconnaîtra une portée relative.

1.1/ La genèse des « *clubs de troc* » : du projet économique au projet social

Quand on cherche à retracer la nature du projet de ces clubs, deux surprises nous attendent. Tout d'abord, le projet s'est significativement transformé au cours du temps et n'a pas toujours été celui que l'on croit connaître, à savoir la formation d'un espace d'échanges « *solidaires* ». La deuxième surprise tient à ce que l'histoire officielle du « troc » argentin, telle qu'elle est rapportée par les fondateurs, ne correspond pas toujours à la réalité. L'examen de la dynamique du projet révèle au surplus une grande hétérogénéité des discours sur les clubs, selon les fondateurs et selon les périodes. Aussi, il a fallu procéder au préalable à un travail « d'historien » pour restituer l'histoire des « *clubs de troc* », telle qu'elle s'est véritablement déroulée, et, pour cela, réaliser une analyse diachronique et synchronique des discours et des pratiques relatifs aux clubs. Pour y parvenir, la méthodologie retenue dans ce

travail a consisté à : vérifier toutes les informations communiquées par les principaux acteurs concernés (fondateurs, médias, institutions publiques, participants...) ; analyser la cohérence intertemporelle des discours de ces acteurs et les croiser avec la réalité des faits ; confronter les différents points de vue recueillis lors des entretiens ; mener une enquête de terrain dans une vingtaine de clubs dans la province de Buenos Aires ; construire, plus spécifiquement, une monographie du club dénommé « *El Comedero* » (« *Le réfectoire* ») ; enfin, comparer les résultats d'enquêtes et les conclusions avec ceux des autres chercheurs, obtenus en lieux et périodes distincts sur l'ensemble du territoire national.

On peut s'étonner d'une telle hétérogénéité des discours sur la nature du projet des clubs. Deux explications sont ici avancées : une explication théorique, tout d'abord. Il importe de garder à l'esprit en effet que le discours correspond par essence à une construction idéale dont les rapports avec les faits peuvent être incertains. Le discours a bien souvent pour statut de légitimer une pratique, de la faire valoir. Et les fondateurs des « *clubs de troc* » l'ont bien compris. Il apparaît de fait très rationnel qu'ils racontent une histoire – eux qui sont en quête de légitimation de leurs pratiques –, l'enjolivent si nécessaire, ou encore l'adaptent selon l'interlocuteur. Une deuxième explication, plus pratique cette fois, de l'hétérogénéité des discours tient au fait que le projet va évoluer au cours du temps en fonction des rencontres, de l'arrivée de nouveaux membres fondateurs des clubs, mais aussi de la conjoncture économique et sociale.

La genèse du projet de « *club de troc* » révèle que celui-ci ne correspond pas à un projet initial bien établi dès le départ mais à un processus en cours d'élaboration. Il va évoluer, passant d'un projet *entrepreneurial* à un projet *social*. Il faut à présent présenter brièvement les différentes étapes de sa mutation, et montrer pourquoi et comment celui-ci change de nature et se transforme d'un projet *privé* en un projet *politique*. Cette périodisation de la genèse du projet est d'autant plus importante à restituer qu'elle est plutôt méconnue. Trois périodes clés peuvent être distinguées. La première (1989-mai 1995) est marquée par la naissance du premier « *club de troc* », « *l'Éco-réseau*⁴ » (« *la Eco-red* »), le 1^{er} mai 1995. Celui-ci résulte de l'intersection de deux projets initiaux distincts : le « *Programme d'Autosuffisance Régional*⁵ » (PAR) et le « *Réseau Professionnel* ». Le PAR, tout d'abord, est créé en 1989 par Carlos de Sanzo et Ruben Ravera, avec pour objectif, au départ, de

⁴ Ce projet est annoncé dans la revue *Haciendo ecología practica*, 1995. Il s'agit d'une revue qui ne sera publiée qu'en 1994 et en 1995 (par manque de soutien publicitaire) avec pour chef éditorial, Viviana Mariel de Sanzo, parente donc de Carlos de Sanzo.

⁵ Pour plus d'informations concernant le PAR, se reporter à leur site : www.autosuficiencia.com.ar

développer de nouvelles technologies permettant de concilier environnement et utilisation optimale des ressources disponibles. Cette ONG promet, l'année suivante, l'essor de micro-entreprises ayant un profil écologique dans les zones urbaines⁶. Ne trouvant pas l'écho escompté, les responsables du PAR recyclent alors leur projet, et décident de créer, en 1993, « *Entrepreneurs anonymes* », un groupe d'auto-entraide pour les petits entrepreneurs qui rencontrent des difficultés pour la prise de décision, pour améliorer leur compétence... Le deuxième projet, le « *Réseau professionnel* » est, quant à lui, mis en place par Horacio Covas. Ancien entrepreneur en cosmétique, il se voit contraint de fermer son entreprise *Kosmet* en raison de l'insuffisance de débouchés. Horacio Covas se lancera alors, en 1993, dans la création de ce Réseau qui vise à faire se rencontrer les offreurs et les demandeurs en matière d'expertise professionnelle. Mais ces deux projets parallèles connaissent un succès très limité. Les fondateurs du PAR s'associent alors avec Horacio Covas, en 1994, pour fonder un an plus tard « *l'Éco-réseau* », correspondant selon leurs instigateurs à un « *club de troc* ». Cependant, contrairement à ce qui est annoncé, il ne désigne pas vraiment un « club de troc » mais plutôt un *forum d'entrepreneurs*. En effet, sa fonction est essentiellement de faciliter les connexions entre les petits entrepreneurs. Ainsi, nous dit Covas⁷ : « *Le PAR met en marche un projet d'interaction à travers un Réseau [l'Éco-réseau] à partir duquel artisans, commerçants, professionnels et tous ceux qui ont quelque chose à offrir pourront se faire connaître, en annonçant leurs produits et leurs services* ». Cependant « *l'Éco-réseau* » n'exclut pas la possibilité de faire du troc si cela se présente : « *Un réseau ample de connexions où vous pouvez vous faire des amis, des associés, des clients et collaborateurs. [...] La différence entre l' "Éco-Réseau" et un bulletin de publicité ou les petites annonces est la relation de face à face entre ses membres. [...] Non seulement ceux qui appartiennent au réseau peuvent montrer leurs produits mais aussi offrir leurs excédents en troc* »⁸.

Cependant, dès novembre 1995, l'Éco-réseau, qui se tient à Bernal⁹, change de nature et élargit son public. Le nom « *Éco-réseau* » est d'ailleurs abandonné, les fondateurs ne parlent plus que de « *club de troc* ». À partir de cette époque, celui-ci ne désigne plus un espace réservé aux seuls petits entrepreneurs mais un *espace d'échanges économiques entre « prosommateurs »*, terminologie que les fondateurs reprennent à Alvin Toffler¹⁰, c'est-à-dire des individus étant à la fois producteurs et consommateurs. Pour décrire les échanges dans le

⁶ Les responsables du PAR en parlent dans le journal *Clarín Ciencia y Técnica*, 31/03/1992.

⁷ *Haciendo ecología practica*, 1995.

⁸ *Id.*, souligné par moi.

⁹ À 30 kilomètres de Buenos Aires.

¹⁰ Alvin Toffler, *La troisième vague*, Denöel, Paris, 1980.

club, les trois fondateurs empruntent un lexique économique. Le club est décrit comme un espace marchand, qui mime le marché : le lieu d'échanges – le garage de Carlos de Sanzo – est assimilé à un « *supermarché* » (« *Autoservicio* ») ; les offreurs et les demandeurs de biens se rencontrent et échangent ; la fixation des prix répond à la « *loi rigoureuse de l'offre et de la demande*¹¹ » ; les transactions sont enregistrées sur des « *cartes* » personnelles (« *Tarjetas* »), créditées (lors d'une vente) ou débitées (lors d'un achat) ; le « *credito* » est inventé et correspond à cette époque à l'unité de compte utilisée dans le club. Plus tard, le *credito* deviendra également une monnaie-papier, c'est-à-dire un moyen de paiement interne aux « *clubs de troc* ». Quant aux services échangés, la procédure est comparée à la Bourse : « *Il y a même un tableau – comme dans la Bourse du Commerce – y compris des “opérateurs” qui vont de table en table, où chacun propose ce qu'il sait ou peut faire*¹² ». Cette fois, le projet de « *club de troc* » connaît un écho certain et fait des émules : en janvier 1997, on en recense déjà plus d'une dizaine dans la province de Buenos Aires, la création de clubs dans d'autres provinces voit également le jour¹³.

À partir de mai 1997, on entre dans la dernière phase de la genèse, d'autant plus notable qu'elle va opérer une mutation assez radicale de la signification d'ensemble du projet. Les clubs sont désormais présentés par les fondateurs non plus comme un espace d'échanges *économiques* mais comme un espace d'échanges « *solidaires* ». La nature du projet connaît en effet un point d'inflexion, suite à la « *Première journée du troc multiréciproque* » qui se tient le 10 mai à Buenos Aires, journée organisée par le PAR et le Secrétariat de la promotion sociale¹⁴. Les clubs rencontrent une demande sociale sans cesse croissante (1 300 personnes participent par exemple à cette journée), en particulier la classe moyenne appauvrie à cette époque, pour qui les « *clubs de troc* » sont un moyen d'accéder aux biens matériels élémentaires. Des débats sont organisés lors de cette rencontre, autour de thèmes comme « *Aspects économiques et éthiques* », « *Exclusion vs. Inclusion sociale* », « *Production de travail et qualité de vie* »... On assiste alors à une mutation du discours : la « *solidarité* » devient le mot d'ordre au détriment de la dimension managériale et écologique présente au

¹¹ Tous ces termes en italiques et entre guillemets correspondent aux termes utilisés par Horacio Covas, extraits de *Página 12*, 12/11/1995.

¹² *Página 12*, *op.cit.* Il importe de souligner que des descriptions économiques des « *clubs de troc* » par les fondateurs sont réalisées dans d'autres coupures de presse de 1995. On peut citer par exemple aussi *Perspectiva Sur*, 13/11/1995.

¹³ La liste des clubs (localité, horaires et lieu des foires) dans la province de Buenos Aires est publiée par exemple dans le journal *Su dinero personal*, 10 janvier 1997. Les autres provinces concernées à cette époque par les clubs de troc sont Cordoba, Santa Fe, Neuquen, Salta, Tucuman, Jujuy et Corrientes.

¹⁴ Le responsable de ce programme est Rafael Kohanoff, à l'époque secrétaire de la promotion sociale de la ville de Buenos Aires.

début. Les fondateurs n'hésitent pas à refaire l'histoire du « *club de troc* » : « *Notre point de départ fut et est la solidarité*¹⁵ », affirment-ils sans hésiter et en contradiction flagrante avec ce qu'a été la genèse réelle du projet. Par cette rupture à la fois objective et discursive, la genèse des clubs est achevée. La nature du projet est à présent plus ou moins stabilisée et elle se veut *politique*.

1.2/ Un projet *politique*... plus ou moins partagé

Pourquoi qualifier ce projet de politique ? La raison en est simple : à partir de mai 1997, les instigateurs des « *clubs de troc* » les présentent comme un espace de contestation et de revendication sociales. Selon Carlos de Sanzo¹⁶, on est passé désormais d'une « *expérience alternative* », c'est-à-dire d'une expérimentation à caractère local, à un « *mouvement économique et social* », donc implicitement d'une ambition plus vaste. Il s'agit donc, avec le développement de ces espaces d'échanges « *solidaires* », de modifier la vision et les règles du jeu économiques et sociales. Or un tel projet est fondamentalement de nature politique. Comme le dit Pierre Bourdieu : « *Les luttes politiques ont des enjeux politiques et des enjeux intellectuels, des principes de vision et de division*¹⁷ ». Les entreprises symboliques sont en effet des entreprises politiques : elles sont des affirmations de puissances privées ou publiques contradictoires, qui souhaitent imposer leur définition de ce qui vaut ou ne vaut pas.

Pour donner de la force à leur projet, les fondateurs entrent alors dans un double processus : un *processus de construction et de légitimation symbolique*, d'une part ; et, un *processus d'institutionnalisation des clubs*, d'autre part.

Un processus de légitimation et d'institutionnalisation des clubs

Les fondateurs cherchent tout d'abord à se construire une certaine légitimité. Pour ce faire, ils vont s'adresser aux médias, aux hommes politiques et aux universitaires, qui détiennent un certain capital symbolique, pour donner une expression visible aux clubs. D'une part, ils se tournent vers le champ académique et celui des médias, en multipliant les entretiens dans la presse écrite, les émissions radio et TV¹⁸, ainsi que les conférences. En avril

¹⁵ Citation de Carlos De Sanzo extraite de *Clarín*, 11/05/1997.

¹⁶ Heloisa Primavera, Horacio Covas, Carlos de Sanzo (eds), *Reinventado el mercado. La experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina*, Éditions du PAR, avril 1998.

¹⁷ Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, Presses Universitaires de Lyon, 2000, p. 67.

¹⁸ *Hora clave* sera leur première émission TV en août 1996 dont l'audience est très importante au niveau national.

1998¹⁹, ils publient *Réinventer le marché. L'expérience du Réseau Global de Troc*²⁰, qui sonne comme une profession de foi. Dans ce livre, les fondateurs s'efforcent de donner une certaine consistance théorique à leur projet : de nombreux chercheurs et intellectuels sont cités comme source d'inspiration, même si par ailleurs la mise en rapport de ces auteurs pose des problèmes de cohabitation intellectuelle et si leur lien avec le projet des « clubs de troc » reste énigmatique. Parmi les principaux auteurs mentionnés, on trouve ainsi Ernst Friedrich Schumacher, Gregory Bateson, Paul Watzlawick, Waldemar De Gregori, Alfredo Moffat, Humberto Maturana, Francisco Varela, Fernando Flores, Bruno Latour, Fernand Braudel, Edgar Morin, Kevin Kelly, David Bohm, Bernardo Kliksberg, Thurow, Amartya Sen, Darcy Ribeiro, Herbert de Souza, Paulo Freire, *etc.* Enfin, ils n'hésitent pas à faire peser l'autorité symbolique d'intellectuels ou d'hommes politiques de renommée internationale tels que Jeremy Rifkin, Felipe Gonzales, ou encore Muhammad Yunus, qui reconnaissent, dans l'espace public, l'utilité sociale des clubs.

D'autre part, les fondateurs recherchent aussi une reconnaissance auprès du champ politique institutionnel. Pour ce faire, ils présentent les clubs en termes de complémentarités institutionnelles : « *Sans aucun doute, l'image qui me plaisait le plus était un diagramme de flux avec l'interaction entre le club, les autres institutions et les organismes comme les municipalités, les entreprises, les producteurs agraires, les commerçants, l'État et le marché extérieur. [...] Un club intégré au reste de la société qui ne provoquait pas d'impact adverse sur les autres acteurs économiques et sociaux*²¹ ». Ils affichent en effet leur volonté économique de compter et d'interagir avec les autres institutions publiques et les entreprises, et refusent d'être associés à un mouvement porteur d'un projet utopique révolutionnaire anti-système: « *Nous devons optimiser les relations que nous établissons avec les différentes institutions pour que ne se développe pas le mensonge que le Réseau Global de Troc est un mouvement alternatif, hippie ou New Age*²² ». Ils s'appuient sur une argumentation très économique pour convaincre : « *Le marché formel semble s'être rendu compte qu'il n'y avait pas de concurrence déloyale, mais bien tout le contraire : ce n'est pas un jeu à "somme nulle" mais un jeu "gagnant-gagnant", puisque ce que les gens économisent "en troquant" dégage une quote-part disponible à utiliser sur le marché formel*²³ ». Si donc les « clubs de

¹⁹ En octobre 1997, Heloisa Primavera rejoint le groupe des fondateurs des « clubs de troc ». Elle s'en séparera en avril 2001. Elle co-signe ce livre avec Carlos de Sanzo et Horacio Covas.

²⁰ « *Reinventado el mercado. La experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina* ».

²¹ Heloisa Primavera, Horacio Covas, Carlos de Sanzo (eds), *op.cit.*, p. 17.

²² *Id.*, p. 13.

²³ *Ibid.*, p. 5, souligné par moi.

troc » s'inscrivent dans le registre du « *solidaire* », ils sont loin, pour autant, de récuser l'économie de marché classique.

Parallèlement à cette quête de légitimité, les fondateurs se lancent dans un processus d'institutionnalisation des clubs. Ces derniers sont structurés autour du « *Réseau Global de Troc* » (RGT) – « *global* » car le RGT se veut une réponse à la « *globalisation* »... Il propose en quelque sorte d'être le fer de lance de ce que l'on pourrait qualifier de globalisation alternative. En outre, l'institution RGT proclame sa « *Déclaration de principes* », respectée par les membres des clubs, et qui fait office de Charte. Le Réseau Global de Troc offre une formation aux nouveaux membres des clubs afin de les informer des règles de fonctionnement internes et de leur communiquer ce que l'on pourrait appeler « l'esprit » de la pratique. Cette institution se dote, enfin, d'une direction centrale, le « *Conseil consultant du PAR* » (il s'agit des trois responsables du PAR²⁴), chargé de l'émission du credito. Les foires²⁵, elles aussi, reposent sur un dispositif très structuré : elles disposent d'un personnel pour assurer leur bon déroulement, d'horaires et d'un lieu fixes, de règles de fonctionnement, de cartes d'adhérent pour les participants, *etc.*

L'accroissement du nombre de clubs dans la province de Buenos Aires devient si important que le RGT sera contraint de s'organiser, à son tour, en réseaux, selon les zones géographiques²⁶. À partir de 1999, les responsables du PAR mettront également en place ce qu'ils appellent une « *franchise sociale*²⁷ » : il s'agit, selon eux, d'un « *kit* » pour les personnes souhaitant ouvrir un « *club de troc* », comprenant, pour l'essentiel, les éléments suivants : les gilets et les manuels de formation pour les coordinateurs des clubs, les billets credits émis par le RGT, et les cartes d'adhérents au RGT. Les credits vont alors circuler dans les clubs à l'échelle nationale.

Un projet politique ayant une certaine portée dans le champ politique institutionnel...

Les « *clubs de troc* » connaissent une portée effective dans le champ politique institutionnel. Ils sont essentiellement perçus comme une alternative économique dans un contexte où l'Etat n'a pas les moyens de gérer la profonde crise sociale du moment. Leur reconnaissance par les pouvoirs publics se mesure très concrètement par des actions telles que

²⁴ Il s'agit d'Horacio Covas, de Carlos De Sanzo et de Ruben Ravera.

²⁵ Les foires correspondent aux lieux où se réunissent les participants des clubs pour procéder aux échanges.

²⁶ La province de Buenos Aires est alors découpée en quatre zones : le Sud, l'Ouest, le Nord et la capitale.

²⁷ Pour plus de détails, voir www.autosuficiencia.com.ar/img/Edit_PAR_OrgClubtrueque.htm

l'organisation des « *Journées du Troc Multiréciproque* » (en 1997 et en 1998), à l'initiative du Secrétariat de la promotion sociale et du RGT, et la mise en place d'un Programme d'aide au troc. Les clubs vont être aussi reconnus²⁸ d' « *intérêt municipal* » dans certaines villes ou villages tels que Quilmes, Palpala, San Salvador, voire même d' « *intérêt provincial* » dans les provinces comme Cordoba, Mendoza, Jujuy... Le paiement de l'impôt en credito, en particulier les arriérés, va être autorisé dans certaines villes. On peut également mentionner l'accord signé, en décembre 2000, entre le Secrétariat aux PME et le RGT, pour promouvoir les « *clubs de troc* » sur tout le territoire national comme outil pouvant soutenir les petits entrepreneurs. Un cran supplémentaire est franchi l'année suivante avec le dépôt d'un projet de loi, par huit députés de provinces différentes, pour déclarer cette fois le RGT d' « *intérêt national* ». Enfin, en mai 2002, un projet de loi²⁹ sera présenté au Parlement pour réglementer les clubs de troc.

...mais une faible adhésion idéologique des participants des clubs

On peut se demander si la volonté des fondateurs de voir en les « *clubs de troc* » un mouvement social alternatif a été aussi pleinement partagée par ses participants. En réalité, la majorité des membres rejoint les clubs d'abord par nécessité économique. Plusieurs éléments conduisent à soutenir une telle conclusion. Tout d'abord, on remarque que, dès que la conjoncture s'améliore, les acteurs retournent sur le marché formel, pour ceux qui le peuvent, et se détournent définitivement des clubs. Un autre indicateur également de cette faible adhésion au projet *idéologique* tient au fait que la croissance du nombre de participants est exponentielle au moment même où les désaccords idéologiques internes aux clubs, entre les dirigeants, atteignent leur niveau paroxysmique. Enfin, un dernier élément doit être mentionné: l'ensemble des entretiens et des monographies réalisées par les chercheurs à propos de clubs et de périodes distincts, convergent pour montrer la faible adhésion, voire l'absence totale d'adhésion dans certains cas, des participants aux discours des fondateurs. Les « *clubs de troc* » sont essentiellement perçus comme des espaces d'échanges économiques de biens et de services payés en creditos.

²⁸ Il s'agit néanmoins d'une reconnaissance symbolique qui se traduit matériellement, pour l'essentiel, par la location gratuite de locaux pour la tenue des foires.

²⁹ On peut trouver par exemple le projet de loi dans le journal mensuel *Club del trueque zona oeste*, numéro 12, avril-juin 2002.

On vient de voir dans cette première partie, la première expression que revêt le politique dans les « *clubs de troc* », à savoir telle qu'elle est inscrite dans la nature même du projet porté par les fondateurs. Cependant, une deuxième forme du politique, moins apparente peut-être mais tout aussi importante, doit être mise au jour. Si le politique se donne à voir dans les discours, il est également très présent, comme on va le voir, dans les pratiques de ces clubs.

2. LE POLITIQUE REVELE PAR LES CONFLITS

Parce que *le politique est affirmations contradictoires de puissances*, l'analyse des conflits en est un efficace révélateur. Or les « *clubs de troc* » font voir deux types de conflits : le premier concerne la direction et la gestion de la monnaie émise par les clubs ; le second renvoie, quant à lui, aux conditions d'accès différencié à la monnaie entre les participants. Ces deux catégories de conflits tournent ainsi autour de la question monétaire, ce qui est ironique pour un système d'échanges qui revendique ne pas placer la monnaie au cœur des rapports sociaux, et dont les slogans sont : « *Vivre sans argent* », ou encore « *Tout est possible sans argent* »...

2.1/ Le « *club de troc* » comme espace de double contestation du monopole de la souveraineté monétaire

Par l'utilisation de leur propre monnaie, les « *clubs de troc* » constituent de fait un espace de remise en cause du monopole de la souveraineté monétaire. Autrement dit, ils désignent un espace d'affirmations de puissances monétaires privées qui s'imposent pour affirmer que leur monnaie est l'expression absolue de la richesse *au sein des clubs*. Et cet acte même d'affirmation de puissance revêt un caractère intrinsèquement politique. Davantage encore : on verra qu'une confrontation de puissances autour de la monnaie s'observe à un double niveau : d'une part, contestation en quelque sorte *externe* de la souveraineté monétaire officielle, celle du peso, par la monnaie des clubs, le credito ; mais également, d'autre part, contestation *interne* à travers le rejet du credito du RGT comme unique monnaie des clubs possible. Aux deux niveaux, c'est l'exclusivité de l'émission monétaire par une puissance unique qui se trouve contestée. Et ces multiples conflits offrent une parfaite illustration du

modèle spinoziste de Frédéric Lordon et d'André Orléan³⁰ qui insistent sur la dimension agonistique de la genèse de la monnaie.

Une contestation externe : les fondateurs comme puissances monétaires privées concurrentes de la puissance publique

Par l'acte de créer leur propre monnaie, alternative au peso, les fondateurs revendiquent avec les « *clubs de troc* » un espace de souveraineté monétaire privé. Mais il importe de noter que l'affirmation des fondateurs comme puissances monétaires privées se fait sous des conditions particulières, à savoir... par la dénégation du caractère monétaire de leur monnaie ! C'est qu'ici les fondateurs sont écartelés entre la réalité objective de leur initiative, qui revêt un caractère intrinsèquement monétaire, comme l'atteste l'émission de moyens de paiement appelés *creditos*, et l'enveloppe idéologique qu'ils veulent néanmoins donner à leur projet autour de slogans anti-monétaires comme « *Tout est possible sans argent* ». Cette contradiction les conduit à continuer de reconnaître ostensiblement le peso comme la véritable monnaie officielle, mais au prix d'une dénégation ouverte du caractère monétaire du *credito* : « *Les credits utilisés dans le Réseau Global de Troc ne sont pas un instrument ni un document. Ils n'ont aucune validité ni de conséquences juridiques. Ils ne sont pas non plus une promesse ni un moyen de paiement, n'ont pas de force compensatoire, etc.*³¹ ». Une telle dénégation du caractère monétaire du *credito* a de quoi surprendre, au premier abord, en particulier de la part des propres instigateurs de cette monnaie. Cependant, on peut supposer qu'elle répond en partie à des considérations fiscales et légales. Il faut en effet rappeler que seule la Banque centrale de la république d'Argentine détient le monopole de l'émission monétaire sur le territoire national. Et, celle-ci interdit explicitement la possibilité à d'autres puissances, privées ou publiques (provinces, municipalités), d'émettre des moyens de paiement susceptibles d'être utilisés comme monnaie : « *Aucun autre organe du gouvernement national, ni les gouvernements provinciaux, les municipalités, les banques et toutes autres institutions, ne pourront émettre des billets ni des monnaies métalliques ni d'autres instruments susceptibles de circuler comme monnaie*³² ».

Néanmoins, si l'on met de côté ces précautions juridiques bien fondées, et que l'on cherche à saisir la représentation du *credito* que se font les fondateurs des clubs, on s'aperçoit

³⁰ Frédéric Lordon et André Orléan « Genèse de l'État et genèse de la monnaie : le modèle de la *potentia multitudinis* », in Yves Citton et Frédéric Lordon (eds), *Spinoza et les sciences sociales. De l'économie des affects à la puissance de la multitude*, Collection « Cauté ! », Éditions Amsterdam, 2008.

³¹ Heloisa Primavera, Horacio Covas, Carlos de Sanzo (eds), *op.cit.*, p. 13, souligné par moi.

³² Article 30 de la carte organique de la Banque centrale de la république Argentine.

que leur positionnement n'est pas clair, voire contradictoire : tantôt il est défini comme une « monnaie » ou de l'« argent », tantôt comme une « non monnaie » ou du « non-argent », ou encore comme une « espèce de monnaie³³ ». Pour ne prendre, par exemple, que les propos d'un des fondateurs, Horacio Covas, tenus au cours d'une même année, on peut constater en effet que tantôt il qualifie clairement le credito de « monnaie », complémentaire au peso, et nous explique pourquoi : « *Ce n'est pas la même chose d'avoir un peu d'argent, ou un peu d'argent et des credits. Parce qu'ainsi tu peux avoir une double monnaie. Avec les credits des clubs tu peux consommer de la nourriture, des vêtements, des soins médicaux, des livres, de la culture, du cinéma, du tourisme dans des hôtels trois étoiles et d'autres choses³⁴* ». Ce qui ne l'empêche pas, un peu plus loin, d'affirmer que le credito n'est pas de « l'argent » : « *C'est un espace [le club] dans lequel il n'y a pas d'argent ni de pouvoir, où il y a qualité de vie sans lucre ni spéculation* ». Or, dans un autre extrait de presse, il déclare que « *les credits remplissent la fonction de l'argent³⁵* » ! Cette oscillation sur la nature de la monnaie des clubs peut s'expliquer par le fait que les fondateurs sont en quête d'une légitimité auprès des champs aussi divers que les champs universitaire et médiatique mais aussi politique institutionnel, et, pour ce faire, il leur est demandé de livrer un positionnement théorique sur leur conception monétaire, et de préférence un positionnement qui permette de bien distinguer le credito du peso. Or leur positionnement sur cette question n'est pas fixé mais se formera progressivement. Aussi, pendant cette phase de séduction et d'élaboration (1995-1999), partagés entre les préoccupations des différents champs auprès desquels ils recherchent une légitimité – le respect de la souveraineté monétaire publique pour le champ politique, la mise en pratique d'une utopie monétaire pour les champs académique et médiatique³⁶ –, les fondateurs livreront des discours très fluctuants sur la nature du credito selon l'attente de l'interlocuteur : « monnaie », « pas monnaie », « argent », « pas argent »...

³³ Heloisa Primavera, Horacio Covas, Carlos de Sanzo (eds), *op.cit.*, p.5.

³⁴ Dans le journal *Impacto*, septembre 1997. Souligné par moi.

³⁵ Dans le journal *Diario del viajero*, 1997. Souligné par moi.

³⁶ Cette recherche d'utopie monétaire partagée par les champs universitaire et médiatique apparaît clairement lorsque l'on analyse la manière avec laquelle un grand nombre d'acteurs de ces champs relate l'histoire des « clubs de troc ». Ces derniers sont en effet présentés comme la concrétisation d'un fantasme universel du paradigme de l'abondance, non conditionnée à la détention de monnaie. La majorité des universitaires et des médias se détournera d'ailleurs définitivement des « clubs de troc » lorsqu'elle découvrira que ce système connaît les mêmes difficultés que le système officiel, à savoir des inégalités monétaires qui conditionnent l'accès aux biens, des rapports de pouvoir, la fausse monnaie, l'inflation, la rareté des biens, le profit...

Une contestation interne de la souveraineté monétaire : les puissances monétaires privées rivales entre elles

Une contestation *interne* est également à l'œuvre concernant, cette fois, le monopole *local* de l'émission monétaire au sein des clubs par le Conseil consultant du PAR. En effet, certains responsables de clubs souhaitent, eux aussi, devenir des puissances monétaires privées et créer leur propre monnaie. À partir de 2000, les responsables du PAR commencent ainsi à être critiqués pour leur gestion monétaire (trop de billets seraient en circulation). En outre, les coûts de seigneurage sont jugés trop élevés : les coûts d'entrée aux foires sont, à cette époque, d'un à deux pesos par participant, et serviraient à financer les frais d'impression des billets. Or les coûts réels sont estimés à vingt centimes par participant. Enfin, la franchise sociale est perçue, quant à elle, comme ce qu'on pourrait qualifier de « négoce » monétaire rentable puisque les 50 credits acquis auprès du RGT pour 2,2 pesos par les coordinateurs de clubs seraient par la suite revendus aux participants jusqu'à cinq pesos selon les clubs.

Ces désaccords profonds sur la question monétaire précipitent la rupture institutionnelle d'un grand nombre de clubs avec le Réseau Global de Troc. L'ancienne zone ouest du RGT prend son indépendance cette même année pour former le « *Club de troc de la zone ouest* », avec Fernando Sampayo à sa tête. En avril 2001, les clubs encore affiliés au RGT se scindent en deux groupes : certains restent rattachés au RGT ; d'autres rejoignent le nouveau « *Réseau de Troc Solidaire* » (RTS), avec pour chef de file Heloisa Primavera. Quant aux clubs de provinces, en majorité, ils opteront progressivement pour leur autonomie. Ce délitement de l'institution RGT s'accompagne de la création d'une multitude de monnaies, émises par les responsables de ces nouveaux réseaux et clubs indépendants. Néanmoins, la prolifération de ces monnaies appelle deux remarques : d'une part, même si les responsables des clubs rompent avec le RGT, les credits anciennement émis par cette institution continuent le plus souvent d'y être acceptés, au moins à court terme. D'autre part, il importe de souligner que les nouvelles monnaies, créées par les réseaux ou les clubs, conservent pour la plupart le même nom « *credito* », même s'il s'agit de monnaies différentes et non convertibles entre elles, tentant par là de conserver quelque chose du capital symbolique de la « première » monnaie des clubs.

La rivalité entre les Réseaux va être proportionnelle à l'activisme de certains d'entre eux pour se faire reconnaître, *officiellement*, comme puissance monétaire privée par le champ politique institutionnel. En mai 2002, le RGT et le Club de troc de la zone ouest déposent en

effet un projet de loi de réglementation du troc « *visant à établir les bases juridiques et institutionnelles pour l'organisation, la promotion et l'encouragement des réseaux de troc* ». L'article 12 de ce projet de loi propose la création d'un « *Registre des réseaux* » qui sera géré par un organisme désigné par le pouvoir exécutif et chargé de réglementer les réseaux *reconnus*. L'article 13, lui, propose la mise en place d'un « *Registre de la monnaie sociale* » dans laquelle les réseaux, qui devront désormais se constituer comme personnalités juridiques, auront pour obligation d'inscrire et d'enregistrer l'entité responsable de l'émission monétaire. Dans ce projet de loi, deux remarques concernant la monnaie des clubs peuvent être faites : tout d'abord, le nom générique donné à la monnaie des clubs est le « *credito* », ce qui exclut du coup toutes celles qui se dénommeraient autrement. En outre, cette monnaie y est définie non pas comme une « *monnaie* » mais comme un « *valoir* ». L'article 3 déclare en effet qu'il faut entendre par : « *credito, le valoir imprimé par le Réseau, dont la fonction est d'agir comme un élément compensatoire des transactions. C'est un signe représentatif de valeur seulement pour les adhérents des Clubs de troc, non convertible avec la monnaie en circulation*³⁷ », le flottement conceptuel entre « *monnaie* » et « *valoir* » ayant clairement pour finalité, on l'a vu, de ménager le statut et les prérogatives de la monnaie officielle, contrepartie difficilement évitable d'une reconnaissance légale. Quoi qu'il en soit, sans surprise, les autres réseaux, notamment le Réseau de Troc Solidaire, percevront ce projet de loi comme une menace de marginalisation ou d'absorption par les réseaux porteurs de cette initiative. Aussi chercheront-ils à les discréditer, en particulier le RGT, allant jusqu'à leur reprocher de trop vouloir se lier aux institutions officielles, critique pour le coup assez surprenante si l'on se souvient que la complémentarité institutionnelle était revendiquée par l'ensemble des responsables des réseaux, y compris par Heloisa Primavera.

2.2/ Le politique derrière les inégalités monétaires entre les participants

Le deuxième type de conflits où le politique se donne à voir concerne les pratiques d'échanges entre les participants. Pourquoi y a-t-il des conflits entre eux alors que les « *clubs de troc* » se posent comme des espaces d'échanges « *solidaires* »? Fondamentalement, parce que, comme sur tous les marchés, il existe des inégalités notamment quant à leurs conditions d'accès à la monnaie – le peso et le credito dans le cas présent des clubs. Ces inégalités se répercutent sur le pouvoir de formation des prix et sur la structure de l'offre et de la demande

³⁷ Extrait tiré du journal mensuel *Club del trueque zona oeste*, numéro 12, avril-juin 2002. Souligné par moi.

des biens. L'inégalité devant la règle monétaire se double ainsi d'une inégalité dans l'accès aux biens.

La première inégalité monétaire provient de ce qu'il existe deux catégories de participants : celle qui regroupe ce qu'on peut appeler les « salariés des clubs » et celle des « non salariés des clubs ». Par « salariés des clubs », il faut entendre toutes les personnes qui travaillent à l'organisation des foires, à savoir les fondateurs, les coordinateurs, les caissiers, les vétérinaires.... Ces agents sont rémunérés en pesos ou/et en credits selon les clubs, et bénéficient également le plus souvent d'une rémunération de 150 pesos relative aux plans sociaux (en particulier le « *Plan chefs de famille sans emploi*³⁸ »). Les « salariés des clubs » disposent donc d'un capital monétaire en peso et en credito. Ils peuvent ainsi accéder dans les clubs aux biens et aux services grâce à la validation sociale de leur force de travail, et s'y présentent exclusivement comme *acheteurs*. En revanche, pour les « non salariés des clubs », qui représentent la majorité des participants, la situation est bien différente. Pour pouvoir consommer, et donc détenir un pouvoir d'achat, ils doivent *préalablement* effectuer le « *saut périlleux de la marchandise* » (Karl Marx). Autrement dit, ils sont contraints de répondre à l'obligation de validation sociale de leur marchandise pour se constituer un pouvoir d'achat. Ainsi, ils sont confrontés à la *contrainte monétaire*. Plus précisément, en reprenant la définition proposée par Michel Aglietta : « *La contrainte monétaire signifie que chaque participant aux échanges doit vendre sa marchandise, c'est-à-dire prouver en obtenant de la monnaie qu'il disposait avec cette marchandise particulière d'une fraction du travail global de la société. Ayant satisfait à cette obligation, il dispose d'un pouvoir d'achat social sur l'ensemble des marchandises grâce auquel il peut acheter toute valeur d'usage de son choix dans la limite des relations d'équivalence, c'est-à-dire toute valeur d'usage qui représente une fraction identique de travail social*³⁹ ». Dans le contexte spécifique des « *clubs de troc* », ceci revient à dire que les « non salariés des clubs » ont à prouver, par l'obtention de credits, qu'ils disposaient avec leur marchandise d'une fraction du travail du *Réseau*. Aussi, contrairement aux « salariés des clubs », ils doivent d'abord être des *vendeurs* pour pouvoir être ensuite des *acheteurs*. Et, cette contrainte monétaire est différente selon les biens vendus, sachant que les biens les plus recherchés sont les produits alimentaires.

³⁸ « *Plan Jefes y Jefas de Hogar Desocupados* ».

³⁹ Michel Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des États-Unis*, Paris, Calmann-Lévy, 1976, p. 279.

Le deuxième type d'inégalité monétaire trouve son origine dans l'accès différencié des participants au peso. Or la monnaie officielle joue également un rôle important dans les clubs. Il faut préciser d'abord que ceux qui disposent de pesos sont principalement les travailleurs sur les marchés formel et informel, les retraités, les bénéficiaires de plans sociaux, et, enfin, on l'a vu, les « salariés des clubs ». À l'inverse, l'accès très limité à la monnaie nationale touche en particulier les chômeurs, les femmes au foyer (les plus nombreuses aujourd'hui dans les clubs)... En quoi la détention de pesos est-elle un facteur d'inégalités et de pouvoir dans les « *clubs de troc* » ? Tout simplement parce que la monnaie nationale permet d'acheter sur les marchés officiels les produits les plus recherchés, et de les utiliser dans les clubs soit pour les vendre directement comme produits finis, soit comme inputs pour réaliser des produits plus élaborés et à forte demande. Compte tenu de la rareté des produits alimentaires, les détenteurs de ces biens disposent d'un véritable pouvoir dans la formation des prix. Or, les prix des produits alimentaires servent de référents dans les clubs, en particulier le sucre. On assiste ainsi, dans les clubs où le prix se fixe selon la loi de l'offre et de la demande, à une inflation de deux types, à partir de 2002 : une inflation par la demande, liée à l'insuffisance des biens les plus désirés ; et, une inflation par les coûts, relative à la répercussion de la hausse des coûts de production sur le prix de vente. Si bien qu'un certain nombre de clubs se trouve pris dans un cercle vicieux avec une pénurie de biens auto-alimentée : la rareté des biens les plus recherchés engendre, comme on vient de le voir, une hausse généralisée des prix ; cette inflation décourage les acheteurs, or le propre des « *clubs de troc* » est que les acheteurs doivent avoir préalablement *vendu* leur marchandise. Ainsi au total, et paradoxalement, l'inflation des biens les plus demandés va déprimer les ventes globales. Cette désincitation à vendre se traduit alors inévitablement par une pénurie accrue de biens dans les clubs.

Enfin, une dernière inégalité monétaire entre les participants tient à ce que la détention de monnaie conditionne l'accès aux clubs. Il existe en effet un coût d'entrée lors de chaque foire, libellé en peso et en credito. Les participants doivent donc détenir de la monnaie des « *clubs de troc* » ainsi que de la monnaie officielle. Or, on l'a vu, la possession de pesos est très limitée pour la majorité des participants. Aussi, le coût d'entrée peut être à lui seul un facteur excluant. D'autant plus qu'il n'a cessé d'augmenter pendant toute la période 1995-2007, en particulier la partie à régler en peso : alors qu'elle équivalait en moyenne à trois pesos en 2005, elle s'élève, en septembre 2007, à 9 pesos. En outre, à ce coût d'entrée, il faut le plus souvent ajouter également le coût de transport élevé pour se rendre aux foires. Si bien

que les participants en viennent à faire les comptes pour savoir s'il est intéressant, économiquement parlant, de faire le déplacement !

Aussi, les « *clubs de troc* » reposent sur une structure de domination économique liée à la différence entre les participants face à la règle monétaire. Néanmoins, pour contrecarrer certaines de ces inégalités, des stratégies d'échanges se développent, en particulier de la part des plus dépourvus de capital monétaire, afin de préserver malgré tout un certain pouvoir dans la formation des prix et un accès aux biens. On peut en citer brièvement deux. La première consiste à échanger à prix mixtes (en peso et en credito) permettant ainsi d'acheter à l'extérieur des clubs et vendre ensuite à l'intérieur. Mais cette solution est discriminante à son tour pour tous ceux qui ne disposent pas d'un pouvoir d'achat en peso. C'est dire en tout cas que les agents font peu de cas des mots d'ordre de la « *solidarité* » et passent des alliances au mieux de leurs intérêts et des rapports de force en vigueur. Une autre stratégie repose sur la constitution d'une sorte de « capital de socialisation ». Il faut souligner en effet qu'il existe un intérêt économique rationnel à socialiser à l'intérieur des clubs. En témoignent les deux exemples suivants de pratiques observées : d'une part, même si la réglementation interdit tout échange avant de rentrer dans les foires, force est de constater que pendant la file d'attente un grand nombre d'arrangements est déjà passé entre habitués de connaissance mutuelle. D'autre part, le troc direct constitue une formule très efficace entre échangistes de confiance pour accéder aux biens. Cette pratique présente en effet deux avantages importants : l'échange est réalisé sans avoir recours à la monnaie comme moyen de paiement ; en outre, les échangistes s'assurent une certaine stabilité des prix, fort appréciable dans un contexte d'inflation.

CONCLUSION

On peut dire, au terme de cette analyse, que les « *clubs de troc* » en Argentine définissent effectivement un nouvel espace politique pour au moins trois raisons. Ils correspondent, tout d'abord, à un projet politique d'organisation sociale alternative, même si celui-ci est faiblement partagé par les adhérents aux clubs. Ils constituent en outre un espace de souveraineté monétaire privé, certes locale. Enfin, les « *clubs de troc* » forment un espace de domination économique où se confrontent des puissances privées, celles des participants, ayant des conditions d'accès différencié à la règle monétaire.

Les « *clubs de troc* » se révèlent également d'un grand intérêt pour alimenter la réflexion théorique autour de la nature de la monnaie. Ils constituent en effet un cas pratique très riche permettant de réfuter la thèse monétaire dominante en économie qui consiste à réduire la monnaie à un simple instrument fonctionnel des échanges, neutre en soi. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que les fondateurs des « *clubs de troc* » ont en commun, paradoxalement, avec les économistes de la théorie économique standard, de revendiquer la neutralité de la monnaie. Ceci les conduit ainsi à qualifier le *credito* de « *valoir* ». Cette volonté de poser la monnaie des clubs comme une monnaie neutre répond néanmoins à une finalité tout autre que celle soutenue par la théorie monétaire dominante. Elle répond en effet à la double finalité politique et sociale suivante : celle de stigmatiser et de sanctionner l'accumulation de la monnaie, perçue comme un facteur d'accroissement des inégalités sociales, la monnaie des clubs sera donc, à partir de 2003, une monnaie fondante⁴⁰ qui doit juste servir d'intermédiaire dans les échanges. Le *credito* est également posé comme une monnaie neutre, un « *valoir* », pour des raisons légales, on l'a vu, à savoir pour rendre possible son utilisation dans les « *clubs de troc* ». Mais la monnaie se moque aussi bien des efforts que déploient chacun dans leur genre, les théoriciens de l'économie et les praticiens fondateurs des « *clubs de troc* », pour la réduire à un simple instrument permettant la circulation des échanges. Sa non neutralité est flagrante : elle fait toujours résurgence dans les pratiques, et démontre que dans les « *clubs de troc* », comme plus largement dans toutes les pratiques monétaires, elle est profondément politique et ceci à de multiples titres.

⁴⁰ Une monnaie fondante renvoie dans la littérature économique à une monnaie qui subit tous les ans une dépréciation nominale de sa valeur. Cette dépréciation organisée par les instances émettrices de cette monnaie vise à taxer l'accumulation de la monnaie et donc à favoriser sa circulation.